

Publié le 21 mai 2015

Finances publiques 2015 : la Banque Postale annonce un nouveau repli de l'investissement local

Dans sa nouvelle note de conjoncture, la Banque Postale anticipe pour 2015 une nouvelle décélération des investissements qui devraient pour la première fois depuis 2006 repasser sous la barre des 50 Md€. A l'exception des régions, ce recul concerne tous les niveaux de collectivités locales. Pour autant, les compressions budgétaires actuelles n'ont pas ralenti les projets de développement d'Epl. Bien au contraire, 181 intentions de création sont actuellement identifiées, soit 8 % de croissance par rapport à juin 2014.



2015, nouvelle année de repli pour l'investissement local Selon la Banque Postale, les dépenses d'investissement des collectivités locales accuseraient en 2015 un nouveau recul de 3,9 Md€ par rapport à 2014. Cette nouvelle contraction résulte d'un double effet conjuguant baisse des capacités d'autofinancement et contexte post-électoral traditionnellement fébrile en termes d'opérationnalisation de projets.

En dépit d'un recours un peu plus marqué au levier fiscal par rapport aux années précédentes, et d'un ralentissement des dépenses de fonctionnement (+ 2,3 % en 2014 et + 1,7 % en 2015), les collectivités verront leurs moyens d'autofinancement diminuer, pour la 4ème année consécutive. Principal facteur explicatif, des dépenses de fonctionnement qui resteraient quasi stables (+ 0,5 %), mais progressant plus vite que les recettes. L'épargne brute des collectivités locales baisserait ainsi de 5,4 % pour atteindre près de 35 Md€ en 2015. Conscientes de la nécessité d'une maîtrise de leur budget, les collectivités locales doivent parallèlement faire face à une accentuation de la baisse des dotations de l'Etat : - 3,67 Md€ après un repli de 1,5 Md€ en 2014.

Cette nouvelle donne intervient dans un contexte post-électoral et de changement de majorité dans de nombreuses communes et intercommunalités. Tendances fréquemment observées par le passé, les collectivités limitent leurs investissements lors des deux premières années de mandat. En raison de fortes contraintes financières, les départements devraient également subir une baisse prononcée de leurs investissements, notamment en l'absence d'effet contra cyclique. Au final, seules les régions devraient voir leurs dépenses augmenter légèrement.

Un mouvement Epl consolidé dans un contexte financier pourtant contraint Avec 1 220 Epl au 1er mars 2015, le mouvement des Entreprises publiques locales se voit consolidé malgré une année singulière. Entre baisse marquée des investissements des collectivités et élections locales, 10 nouvelles créations et 181 projets sont néanmoins recensés. 10 mois après l'adoption de la loi sur la Sem à opération unique (SemOp), une quinzaine de projets d'Epl sont également en cours de réflexion. Dans un contexte tendu sur le plan financier, la



gamme Epl semble ainsi constituer une réponse appréciée par les collectivités en quête de nouveaux moyens pour appuyer leurs projets de territoires, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

> [Télécharger la note de conjoncture](#)